
SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES
DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Visa cf N°0169
du 22/12/2014

Arrêté N°2014-11026/MDENP/SG/DGICE portant
attributions, organisation et fonctionnement de la
Direction Générale des Infrastructures de
Communications Electroniques (DGICE).



LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la charte de la transition ;
- Vu** le Décret n°2014-001/PRES/TRANS du 18 novembre 2014, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le Décret n°2014-004/PRES/TRANS/PM du 23 novembre 2014, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu** le Décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** le Décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013, portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu** le Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013, portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes ;

Sur proposition du Directeur général des infrastructures de communications électroniques

ARRETE

CHAPITRE I : Dispositions générales

Article 1 : En application des dispositions du décret n°2013 664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013, portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes, les attributions,

l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale des infrastructures de communications électroniques sont régis par le présent Arrêté.

CHAPITRE II : Des Attributions

Article 2 : Conformément à l'article 46 du décret N° 2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013, la Direction générale des infrastructures de communications électroniques est chargée de la conception et du suivi des politiques et de l'élaboration des textes légaux et réglementaires relatifs au développement des infrastructures de communications électroniques et des services d'accès et d'utilisation de ces infrastructures au Burkina Faso.

A ce titre, elle a notamment pour missions :

- de définir la politique du Département dans le domaine du développement des infrastructures de communications électroniques et de l'offre de services de communications électroniques en vue de garantir un accès de qualité, universel, durable, ubiquitaire et financièrement abordable ;
- de définir les normes et préparer les projets de textes légaux et réglementaires visant la mise en œuvre de cette politique ;
- de suivre la gestion des ressources rares en relation avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;
- de suivre la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communications électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- de suivre la gestion des déclarations des services de communications électroniques ouverts au public ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de l'économie numérique ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques conformément à la réglementation ;
- d'assurer la préparation, la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées relativement à ses attributions ;

- de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications/TIC auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- d'assurer la diffusion des normes internationales en matière télécommunications/TIC.

CHAPITRE III : De l'Organisation et du Fonctionnement

Article 3 : La Direction générale des infrastructures de communications électroniques est dirigée par un Directeur Général, nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Le Directeur Général organise, coordonne, anime et contrôle toutes les activités de la Direction générale en vue de l'atteinte des objectifs.

Article 4 : Les directeurs de services sont nommés par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre du développement de l'économie numérique et des postes.

Article 5 : Les chefs de services sont nommés par arrêté du Ministre du développement de l'économie numérique et des postes sur proposition du Directeur général des infrastructures de communications électroniques.

Article 6 : La Direction générale des infrastructures de communications électroniques comprend :

- le Secrétariat Particulier du Directeur Général (SP) ;
- le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- la Direction des Infrastructures (DI) ;
- la Direction des Affaires Internationales et de la Coopération (DAIC) ;
- la Direction de la Réglementation des Communications Electroniques (DRCE).

SECTION 1 : Le Secrétariat particulier

Article 7 : Le Secrétariat particulier de la Direction générale est chargé :

- de l'organisation des audiences du Directeur général ;
- de la tenue des archives ;

- de l'organisation des réunions ;
- du traitement du courrier « arrivée » et « départ » et du courrier confidentiel ;
- de la circulation de l'information au sein de la Direction générale ;
- de la saisie et de la reprographie des documents à la demande du Directeur général, des directeurs et des chefs de services et de toute personne habilitée ;
- de l'accomplissement de toute autre tâche que lui confie le Directeur général.

SECTION 2 : Le Service Administratif et Financier (SAF) ;

Article 8 : Le Service des Administratif et Financier est chargé :

- de la préparation, sous la supervision du Directeur général, du budget de la Direction générale, en collaboration avec les différentes directions internes et la Direction de l'Administration et des Finances ;
- de suivre l'exécution du budget de la Direction générale ;
- de la gestion des biens et équipements mis à la disposition de la Direction générale ;
- du suivi de l'approvisionnement des directions internes en biens et équipements de travail ;
- de la production des pièces justificatives des dépenses suivant les formes réglementaires.

SECTION 3 : La Direction des infrastructures (DI)

Article 9 : La Direction des infrastructures a pour mission, l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des projets et programmes de développement des infrastructures de communications électroniques.

Article 10 : La Direction des infrastructures comprend un secrétariat et les services suivants :

- le Service des Etudes (SE) ;
- le Service des Projets et Programmes (SPP) ;

Article 11 : Le Service des Etudes est chargé :

- de la préparation des documents de référence en matière d'infrastructures de communications électroniques et du suivi de leur mise en œuvre ;
- du suivi des études de réalisations des infrastructures de communications électroniques ;
- du suivi de l'élaboration du plan national des fréquences en relation avec l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
- de la définition des normes relatives aux déploiements des infrastructures de communications électroniques;
- de l'élaboration des schémas directeurs et plans fondamentaux de développement des infrastructures de communications électroniques;
- du suivi des questions de normalisation et de l'agrément des équipements de communications électroniques en relation avec la DAIC et l'ARCEP.

Article 12 : Le Service des Projets et programmes a pour mission:

- d'identifier et de participer à la formulation des projets de réalisation d'infrastructures de communications électroniques en relation avec la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS);
- de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des projets et programmes ;
- de produire les informations relatives aux projets et programmes à l'intention des structures nationales de suivi des projets et programmes et particulièrement de la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) ;
- de participer aux instances nationales de gestion et de suivi des projets et programmes ;
- de la définition et de la collecte des statistiques sectorielles en relation avec la DGESS et l'ARCEP.

Le service des projets et programmes est le point focal de la DGESS pour la formulation et le suivi de la mise en œuvre des projets et programmes.

SECTION 4 : La Direction des Affaires Internationales et de la Coopération (DAIC).

Article 13 : La direction des Affaires Internationales et de la Coopération a pour mission d'assurer la préparation, la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso aux activités des institutions et organisations internationales spécialisées. Il assure également le suivi des relations entre le Burkina Faso et les autres pays dans leurs volets portant sur les télécommunications/TIC.

Article 14 : La Direction des affaires internationales et de la coopération comprend un secrétariat et les services suivants :

- le Service de la Coopération Bilatérale (SCB) ;
- le Service des Organisations Internationales (SOI).

Article 15 : Le Service de la coopération bilatérale est chargé :

- de préparer la contribution de la Direction aux accords de coopération bilatérale ;
- de participer aux rencontres des instances de préparations et de suivis des accords de coopération bilatérale ;
- de la mise en œuvre du volet télécommunications/TIC des accords de coopération bilatérale ;
- de coordonner l'élaboration des contributions et des positions de notre pays aux travaux des Commissions mixtes de coopération en relation avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale (MAE-CR) ;
- d'élaborer le projet de budget de la coopération bilatérale ;
- de suivre la mise en œuvre des conclusions des travaux des rencontres internationales ;
- de préparer les instruments de ratification des accords de coopération mixte sectorielle en relation avec la Direction de la réglementation des communications électroniques ;
- de préparer et participer aux travaux de commissions mixtes dans le cadre de la coopération bilatérale en relation avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale (MAE-CR) ;

- de suivre la mise en œuvre des engagements et décisions arrêtés de communs accords dans ce cadre ;
- de tenir à jours les statistiques et données y relative.

Le service de la coopération bilatérale est, au sein de la Direction, le répondant de la DGESS pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi des accords de coopération bilatérale.

Article 16: Le Service des Organisations Internationales est chargé :

- de coordonner la participation du Ministère et des autres structures concernées aux activités des organisations internationales spécialisées ;
- de suivre le respect des obligations du Burkina Faso à l'égard des organisations internationales spécialisées notamment le paiement des contributions financières ;
- de coordonner l'élaboration des contributions et des positions de notre pays aux travaux des organisations internationales spécialisées ;
- d'élaborer le budget relatif à la participation de notre pays aux activités des organisations internationales spécialisées ;
- de suivre la mise en œuvre des conclusions des travaux des rencontres internationales ;
- de diffuser les statistiques et normes élaborées par les organisations internationales spécialisées en relation avec les acteurs du secteur des télécommunications ;
- de préparer les instruments de ratification des accords et traités internationaux en relation avec la Direction de la réglementation des communications électroniques.

SECTION 5 : La Direction de réglementation des communications électroniques (DRCE)

Article 17 : La Direction de la réglementation des communications électroniques a pour mission de préparer les projets de textes légaux et réglementaires visant la mise en œuvre de la politique du Ministère en matière de communications électroniques.

Article 18 : La Direction de la réglementation des communications électroniques comprend un secrétariat et les services suivants :

- le Service du Conseil Juridique (SCJ);
- le Service de la Réglementation (SR).

Article 19 : Le service du Conseil Juridique a pour mission :

- de formuler les avis juridiques sur les questions soumises à la Direction ;
- d'assister les autres services de la Direction sur les aspects juridiques de leurs activités ;
- de participer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires.

Article 20 : Le Service de la Réglementation est chargé :

- d'initier les avant-projets de textes législatifs et réglementaires du secteur des communications électroniques ;
- d'organiser et d'animer le processus de validation interne des projets de textes ;
- de participer au processus gouvernemental de validation des avant-projets de textes législatifs et des projets de textes réglementaires ;
- de suivre la finalisation après adoption des textes législatifs et réglementaires en relation avec les services compétents du Secrétariat général du gouvernement et du Conseil des ministres et servir d'interface avec cette structure ;
- d'assurer la conservation des textes législatifs et réglementaires applicable au secteur et de veiller à leur publication en ligne ;
- de suivre la délivrance des licences et autorisations générales en relation avec les services compétents de l'ARCEP ;
- de veiller à la conformité de la réglementation nationale des communications électroniques aux textes internationaux auxquels notre pays a souscrit ;
- d'initier la réception, dans la réglementation nationale, des textes internationaux relatifs aux télécommunications/TIC applicables à notre pays, en relation, avec les services compétents de la DAIC.

CHAPITRE IV : Dispositions Finales

Article 21 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 22 : Le Secrétaire général du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes et le Directeur Général des Infrastructures de Communications Electroniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 29 DEC 2014



Dr. Nébila Amadou YARO
Chevalier de l'Ordre National

Ampliations :

- Cabinet ;
- Toutes structures ;
- Archives